



Salariés ou usagers : Privatiser les Services Publics : Pourquoi ? Pour qui ?

Pour payer l'eau 10 fois plus cher comme en Avignon avec la CGE ? Avoir des trains qui déraillent comme en Angleterre ? Subir des coupures d'électricité comme en Californie ou en Italie ? Payer plus cher avec « Chronopost » pour avoir le J+1 qui était garanti avant avec 3F00, Manger moins bien et plus cher dans les cantines scolaires ? Avoir des avions qui s'écrasent dans un ciel de moins en moins sûr ? **Vous le savez, le grand gagnant c'est le patronat qui utilise ces privatisations pour accroître ses profits contre l'emploi et les salaires.**

Des définitions, (selon « le Petit Robert ») qui en disent long ...

Usager : celui qui utilise les services publics

Service public : activité assumée par une entreprise afin de satisfaire certains besoins collectifs

Besoin : Chose nécessaire à l'existence

Client : personne qui reçoit de quelqu'un contre paiement des fournitures commerciales ou des services

Commerciale : Relatif au commerce, exécuté dans un but purement lucratif

Lucratif : qui rapporte de l'argent

Conclusion : parler d'usager se traduit pour une entreprise à assumer la satisfaction des besoins collectifs nécessaires à l'existence.

Conclusion : parler de client se traduit pour une entreprise à exécuter des services dans un but commercial, afin de rapporter de l'argent

L'ampleur du mouvement de privatisation a été considérable depuis 1986. En 15 ans, la place des entreprises contrôlées par l'Etat a été divisée par deux.

De nouvelles menaces pèsent sur nos services publics (EDF-GDF ; SNCF, Education Nationale, Sécurité Sociale, Santé ...). Pourtant, hier comme aujourd'hui, les Services Publics ont démontré qu'ils étaient le meilleur moyen pour répondre aux besoins collectifs de la Nation en s'appuyant sur trois principes :

La continuité : le service rendu

est le même sur l'ensemble du territoire national.

L'égalité : le service rendu est accessible à tous au même prix, sans distinction.

L'adaptation : le service rendu s'adapte en fonction de l'évolution des besoins, des technologies...

Mais, pour pousser plus loin le processus engagé de privatisation de nos services publics, le gouvernement et le Medef ont besoin de casser les résistances, pour y parvenir, ils s'attaquent au droit syndical et au droit de grève.

C'est la méthode utilisée par Margaret Thatcher pour privatiser les chemins de fer en Angleterre.



Le MEDEF et le gouvernement ne parle d'usagers que lorsqu'il y a des grèves, pour tenter de dresser les uns contre les autres, les salariés du public et les salariés du privé. « Diviser pour mieux régner » reste d'actualité ...

Attention, la restriction du droit de grève a toujours précédé des attaques contre les services publics et les droits de tous les salariés. Le projet de loi Fillon en est une première preuve. (voir page 4)

Concrètement, ça veut dire quoi ? →

La dégradation et les attentes aux services publics viennent directement des politiques de privatisation, de logique comptable, de mise en concurrence, en vigueur dans les entreprises publiques

1200 médicaments non remboursés = 15% d'augmentation pour nos mutuelles

A la Sécurité Sociale ...

Aujourd'hui on vient au monde avec la Sécurité

Depuis un demi siècle, elle fait partie de la vie quotidienne de chaque citoyen, comme si cette grande conquête sociale avait toujours existé, ... et devait toujours exister !

Où, actuellement, aucune des orientations proposées par le gouvernement n'est satisfaisante, rationnement des soins et des remboursements avec une place plus grande aux mutuelles avant leur disparition et aux assurances privées. C'est ce que veut le Medef depuis longtemps : réduire la protection collective et solidaire assurée par la Sécurité Sociale pour ouvrir un marché colossal (plus que le budget de l'Etat) aux compagnies d'assurances privées en obligeant la population à recourir à une couverture complémentaire individuelle, que nos moyens ne nous permettent peut-être pas de payer, ou alors on aura pas droit à toutes les maladies. **Seule restera la CMU pour tout le monde !**

La Santé n'a pas de prix

Dans la Santé publique ...

La cantine du mois d'août a montré concrètement ce que disaient tous les professionnels, notre système de soins, les services d'urgence, notre réseau hospitalier sont malades des réductions budgétaires opérées depuis de nombreuses années au nom de la maîtrise comptable des dépenses de santé. Ils ne sont plus en capacité de faire face aux besoins nouveaux engendrés par l'allongement de la durée de vie. La qualité et la sécurité des soins sont de moins en moins assurés.



Le gouvernement ouvre des discussions sur l'hôpital et l'avenir de la Sécurité Sociale. La CGT estime qu'une réforme est nécessaire et qu'elle doit s'inscrire dans une perspective de progrès : Meilleur couverture sociale, plus solidaire, en démocratisant la gestion de la Sécurité et en lui donnant les moyens financiers pour remplir sa mission. Les Organisations Syndicales, les salariés et la population doivent être associés à l'élaboration de cette réforme.

Permettre à tous nos enfants d'accéder à un maximum de connaissances

Dans l'Education Nationale ...

Confrontés quotidiennement au présent de l'école, ce sont les élèves, leurs familles, les personnels d'enseignement, d'éducation, d'encadrement qui mesurent le mieux le différentiel entre leurs attentes, leurs aspirations, l'ambition de l'école et une réalité qui, reproduit la société par la sélection et la ségrégation, les inégalités sociales et scolaires. **Trinstitute**, Luc Ferry travaille bien pour la direction du Medef quand le débat est dirigé ici, par le Directeur de l'Enseignement Citoyen, la par le DRH de Nestlé - La réalité c'est que les choix budgétaires décidés par le gouvernement se traduisent par la suppression de 30 000 emplois d'enseignement et d'encadrement, le transfert des personnels non enseignants aux collectivités locales avant la privatisation de leurs missions et services.

Conséquences de ces choix, la remise en cause de la scolarité avant 3 ans (Aie les mamans qui travaillent) et son bien fondé (s'ils qu'on sait que plus la scolarisation est jeune mieux c'est pour l'enfant) - Orientation dès la même (s'ils que de nombreux jeunes ne savent toujours pas quoi faire à 18 ans en passant le BAC) - **En revanche, la question du lien primordial "ECOLE / SOCIETE" n'est toujours pas posée !**

Trois français sur quatre expriment leur attachement aux grands services publics,

notamment parcequ'ils garantissent l'égalité d'accès pour tous.

Mais quelle politique mettre en oeuvre pour préserver et développer la place et le rôle

des services publics, gages de solidarité et d'efficacité

La CGT propose l'organisation d'un débat public national et une consultation des citoyens

"La Sécurité Sociale sera les cotisations des gens en bonne santé ..."



Ce n'est pas d'un service minimum les jours de grève dont les usagers ont besoin, mais d'un service maximum au quotidien

A France Telecom ...

La logique libérale s'accompagne d'une sélection des "clients" les plus rentables au détriment des petits abonnés. Ces derniers voient les tarifs augmenter et sont souvent privés de certains services. Cette exclusion s'accompagne d'une diminution des points de présence physique, notamment des points de paiement aggravant les problèmes des "usagers" les plus en difficultés.

Quant aux factures ? Gare au retard ! La Direction a décidé de "tracketter" ses abonnés de 9,48 € pour tout retard, même pour raisons indépendantes de leur volonté.

Les investissements ne se font que dans les zones rentables, quitte à produire un gâchis de suréquipement, alors qu'on supprime les cabines téléphoniques en zone rurale. Adieu le service public. Sans compter les dépenses publicitaires qui embrouillent la population plus qu'elle ne l'éclaire !

Décidément, usagers ou salariés de France Télécom ont tout à perdre de la voie spéculative qui a mis au bord de la faillite une entreprise performante financée par nos factures.

A La Poste ...

L'Etat et La Poste signe un Contrat de Plan et ce sont 40 à 60 000 emplois (500 sur le Vaucluse) qui sont menacés tout comme de nombreux bureaux de Poste. Ce plan a été rejeté par les Organisations Syndicales mais aussi par les Associations d'Usagers. Ce qui est un point d'écrou important pour la poursuite des luttes, car aujourd'hui, il s'agit de prioriser les activités de La Poste autour des exigences des gros utilisateurs, d'offrir les segments plus rentables au privé et de faire payer la présence postale aux communes, c'est à dire aux contribuables. La Poste que nous nous sommes payés, ils nous la revendent à crédit !

Concrètement chez nous ...

Des propositions sont faites pour développer La Poste. Relançages tarifs, création d'un bureau en gare TGV. Mais toutes ces propositions sont au antipodes des choix politiques actuels.

Les décisions prises poursuivent et amplifient la séparation des activités postales que sont le courrier, le colis et le financier. Le Medef peut se frotter les mains tandis que l'usager constate au quotidien que le courrier met une semaine pour aller d'Avignon à Verdun.

A la SNCF ...

La Direction souhaite que la SNCF devienne une entreprise avec des critères de rentabilité, de concurrence, d'objectifs bénéficiaires ... Après avoir remplacé le mot "usager" par "client", elle voudrait remplacer "service public" par "missions de service public". Au delà des mots, c'est bien une volonté de mise en place d'une politique libérale. On peut s'attendre comme en Angleterre à voyager dans des trains et sur des voies mal entretenus, jusqu'aux détails. Le respect des principes du service public demanderait une politique tournée vers la réponse aux besoins de la population, où les gens du TER puissent servir à financer d'éventuelles pertes en FRET ou TER.

Concrètement chez nous ...

Par surexploitation de personnels, en Avignon, les guichets de vente sont fermés alors que le dernier train n'est pas encore passé, à Tarascon, c'est un client FRET qui ne pourra plus être livré à sa convenance suite à transformation de poste, plus généralement, les usagers savent bien qu'il n'y a pas besoin que les cheminots soient en grève pour voir des trains supprimés faute de conducteur, de conducteur ou de matériel.



A EDF - GDF ...

Il y a eu les grandes pannes d'Espagne, de Californie l'année dernière, L'ordure et l'influe à deux reprises. La France a failli connaître une insurrection de production cet été. La multiplication de ces incidents provient du rapport aux investissements. Derrière toutes ces pannes, il y a une logique de marchandisation, de faire du fric en vendant de l'électricité. Depuis que la Californie et le Royaume Uni ont inventé la dérégulation, on constate que partout où elle est appliquée, ça ne fonctionne pas. Confier au Privé l'électricité du pays, c'est refuser les investissements à long terme dans la modernisation du réseau de transport et des moyens de production. L'électricité n'est pas une marchandise comme les autres et elle ne peut être régie par la loi du fric.

Nous sommes tous des usagers des services publics

Pour mieux connaître l'Union Locale

L'Union Locale c'est 2500 syndiqués dans 120 Syndicats d'entreprise.

En France, 95% des entreprises n'ont pas de syndicats et seulement 10% de salariés sont syndiqués.

L'Union Locale organise un vendredi par mois un « POINT RENCONTRE » au rond point du Forum de Courtine.

Des permanences d'accueil des salariés ont lieu les mardis et jeudis après-midi sur rendez-vous à l'UL.

04 90 86 03 35

Yves Couston, Secrétaire Général de l'Union Locale CGT du Pays d'Avignon, répond à nos questions ...

Qu'est ce que c'est « L'Union Locale » ?

C'est l'outil syndical qui permet de rassembler tous les syndicats CGT d'Avignon et d'animer l'action revendicative dans les entreprises de la localité. Nous savons bien que le combat syndical est plus difficile dans le privé que dans le public. La CGT n'est pas une institution et si la CGT peut aider les salariés elle ne peut pas faire les choses à leur place. Contrairement à ce que certains pensent, l'Union Locale fonctionne essentiellement avec des bénévoles qui donnent de leur temps pour aider les autres, bien que quelques camarades aient des détachements syndicaux de leur entreprise. D'ailleurs, ce sont souvent des copains du secteur public qui aident ceux du privé ; tout simplement parce que dans le secteur public le droit syndical s'est imposé depuis de nombreuses années et qu'il est mieux respecté par les employeurs sous la pression des salariés.

En quoi consiste votre aide ?

Ce sont souvent des choses toutes simples. Faire un tract, écrire un courrier à l'inspection du travail, renseigner sur les droits du travail,... Malheureusement, les salariés viennent nous voir quand ils sont victimes d'injustices au travail et trop souvent, il est déjà trop tard. Pas de syndicat dans l'entreprise, pas de délégué du personnel, pas de comité d'entreprise (ou alors celui à la sauce du patron)... Il ne reste bien souvent plus que les prud'hommes. Bien sûr, le salarié renseigné sera rétabli dans ses droits (nos conseillers sont très efficaces) mais très souvent, compte tenu de la durée des procédures, il aura perdu son emploi. Le Syndicat d'entreprise, outil de défense collectif des salariés, doit être mis en place avant que les problèmes arrivent ! Depuis toujours, le patronat tente de diviser les salariés, de les isoler. Pourtant quand on y regarde de plus près les situations vécues sont souvent les mêmes, mais on ne le sait pas ! On ne sait pas suffisamment que là où les salariés se sont regroupés, notamment avec la CGT, ils peuvent mener des luttes et gagner. Les exemples sont multiples, et il n'est pas nécessaire d'être dans une grosse entreprise pour mesurer l'efficacité du Syndicat, pour peu qu'on s'en occupe. C'est d'ailleurs parce que la CGT est efficace que les patrons ne nous aiment pas.

La CGT ne reste-t-elle pas avant tout un syndicat de défense des salariés du secteur public ?

Pas du tout. C'est le sens de la campagne que nous lançons avec ce tract. Il y a beaucoup plus de choses qui rapprochent les salariés du public et du privé que de choses qui les divisent. Par exemple, quand on attaque le statut des salariés à EDF ou à la SNCF, dans le même temps on voit Fillon attaquer le privé avec de nouveaux contrats de travail qui permettront au patronat de licencier à sa guise. Priver les agents des services publics de leur droit d'expression collective n'améliorera pas la qualité des services rendus aux usagers, mais pèsera pour imposer aux salariés toujours plus de sacrifices et de précarité.

Que diriez vous pour conclure ?

Tout simplement qu'il faut apprendre à nous connaître. Se faire une idée par soi-même. Pour ça il suffit de rencontrer la CGT et les moyens sont multiples. En venant à l'Union Locale, en consultant le site web, en téléphonant à nos militants L'Histoire l'a montré, les grandes conquêtes sociales (Congés payés, Sécu, Droit syndical, augmentation du SMIC, ...) ont toujours été acquises quand les syndicats étaient forts, et à l'inverse, les reculs ont toujours lieu quand les syndicats ne sont pas suffisamment costauds. Le patronat n'est pas divisé, il a son syndicat : le MEDEF, **il est temps que les salariés comprennent qu'ils ont aussi besoin d'avoir un syndicat fort, ...la CGT.**



CONTACTEZ-NOUS

1, rue LEDRU-ROLLIN – 84000 AVIGNON

Tél : 04 90 86 03 35 – 06 08 31 63 00 – ul.cgt.avignon@cgt-avignon.com

Site web : www.cgt-avignon.com

Aux bases syndicales (ou à d'autres) qui souhaiteraient reprendre ce tract pour l'adapter :

- Ce tract doit être édité sous forme de 4 pages en format A3 plié en deux
- Les pages 1 et 4 peuvent être modifiées car elles sont en format word (changement de logo pour une autre UL, changement des contacts, des adresses, ...)
- Les pages 2 – 3 en format GIF, doivent être agrandies en format A3 et ne peuvent être modifiées (sauf à passer par une correction photo).

Ce tract est disponible aux syndicats des PTT et des Cheminots. Voir les adresses et plan d'accès sur ce site rubrique « Nous Contacter ».